

**Mot Introductive du Chef de l'Etat de la Transition**  
**à l' occasion de la rencontre avec les Autres Partis**  
**Palais de la Renaissance, le 16 avril 2014**

Mesdames et Messieurs

Les urgences sécuritaires qui se sont imposées comme la priorité des priorités de mon action à la tête du pays depuis le 23 janvier dernier ont fait que j'ai donné l'impression de ne pas beaucoup me préoccuper du sort de mes compatriotes en difficulté et du Dialogue politique nécessaire à une gestion inclusive de la transition, comme je l'ai toujours affirmé. J'ai choisi de vous rencontrer, vous forces politiques de ce pays pour échanger avec vous notre vision de sortie de crise, pour recueillir votre vision de sortie de crise, de vous rassurer sur notre volonté de conduire la transition de manière consensuelle et de rechercher votre implication dans l'apaisement social et le règlement des conflits qui freinent encore la marche de la transition. Mais je voudrais surtout partager avec vous les préoccupations majeures de l'heure, à savoir :

- La restauration de la Sécurité à Bangui et dans l'arrière pays;
- La situation humanitaire et sociale alarmante des populations;
- la déchirure entre les communautés religieuses;
- la partition du pays;
- la situation des FACA
- La relance de la machine administrative et la restauration de l'autorité de l'Etat ;
- Le dialogue politique et la réconciliation nationale ;
- La gestion apaisée et inclusive de la transition ;
- La relance de l'économie.

J'ai vocation et la ferme conviction de relever avec vous et avec l'ensemble de tous nos compatriotes, sans discrimination aucune, le défi de pacification de la Nation meurtrie, de consolidation de l'Unité nationale, de préservation de l'intégrité du territoire national et du développement socio-économique de notre cher et beau pays. Ce développement passe inéluctablement par la paix et la cohésion sociale retrouvées, par le Dialogue et la Réconciliation Nationale, avec l'organisation a terme d'élections présidentielles et législatives apaisées, justes, transparentes et exemptes de contestations inutiles.

La République Centrafricaine a en effet grand besoin d'un gouvernement légitime issu du suffrage universel, celui du peuple centrafricain tout entier.

Mesdames et Messieurs

Je voudrais vous dire que j'entends placer les relations entre les autorités de la transition et les forces politiques, sous le signe de l'apaisement, de la courtoisie, du respect mutuel et de la recherche toujours consensuelle et dialoguée des solutions de sortie de crise. Nous sommes plus que jamais condamnés à œuvrer la main dans la main, chaque institution dans son rôle défini par la Charte Constitutionnelle de Transition.

Le Gouvernement que dirige le Premier Ministre **André NZAPAYAKE** sous mon impulsion s'inscrit parfaitement dans cette dynamique, dans l'intérêt bien compris du peuple tout entier.

Avec le Gouvernement, je suis à votre écoute c'est-à-dire à l'écoute du peuple centrafricain que vous représentez au sein de vos partis. Vos préoccupations comme les interrogations de vos militants sont les nôtres.

Nous avons hérité comme vous le savez tous d'une situation chaotique et catastrophique. Mais notre mérite commun reste notre courage politique et notre volonté inébranlable d'œuvrer ensemble pour changer radicalement la donne sur le plan sécuritaire, humanitaire, social, économique et de la gouvernance politique.

Mesdames et Messieurs,

Des critiques légitimes nous sont souvent adressées. Mais laissez- moi vous dire que nous ne sommes que des hommes et des femmes faillibles et sujets à l'erreur.

Croyez-moi, les problèmes de restauration de toutes les forces de Défense et de Sécurité (Police, Gendarmerie, FACA) , de restauration de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assistance aux personnes déplacées qui vivent l'invivable, de protection de la population civile prise en otage par les milices armées et privées, d'assainissement des finances publiques par une véritable prise en main du trésor public, de communication gouvernementale jugée déficiente, de paiement des salaires, bourses et pensions et les préparatifs effectifs du retour à la légalité constitutionnelle à la fin de la Transition, sont autant de problèmes cruciaux et réels qui nous préoccupent jour et nuit avec la question essentielle de la réconciliation nationale par le dialogue.

C'est vous dire ,Mesdames et Messieurs, qu'ensemble nous devons rester éveillés et vigilants pour qu'aucun centrafricain du Nord, du Sud, de l'Ouest, de l'Est ou du Centre soit terrorisé et martyrisé par les bandes armées qui menacent l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

Je vous remercie pour votre aimable attention.